MAIRIE
BORT L'ETANG
TEL : 04.73.68.30.76
Email : mairie.bort.l.etang@wanadoo.fr

CONVOCATION DU CONSEIL MUNICIPAL
ORDINAIRE – EXTRAORDINAIRE

J'ai l'honneur de vous inviter à la réunion du Conseil Municipal qui aura lieu le

Jeudi 12 juin 2025, 18h30, dans la salle du Conseil Municipal.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

BORT L'ETANG, LE 5 juin 2025.

LE MAIRE
Josiane HUGUET

ORDRE DU JOUR :

- Recomposition du conseil communautaire pour 2026 – vœu pour un accord local sur la nouvelle répartition des sièges
- Modification des statuts n°2025/01, transfert de la compétence assainissement collectif à la communauté de communes entre dore & allier
- Achat tracteur
- Demande de fond de concours à la CCEDA pour l'achat du tracteur
- Demande de dotation d'un barnum auprès de la région AURA
- Location garage parcelle cadastrée ZV n° 36 le Bourg
- Aliénation parcelle cadastrée section A numéro 143 le Bourg
- Location appartement 3 rue des Varennes
- Décision modificative du budget n°1
- Régime indemnitaire : révision du RISEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel)
- Avenant n°1 travaux rénovation salle polyvalente, maîtrise d'œuvre
- Demande de subvention auprès de la Préfecture dans le cadre de la DETR
- Questions diverses
 - Présentation du plan communal de sauvegarde

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE BORT L'ÉTANG

Date de convocation : 05/06/2025
Membres :
En exercice : 15
Présents : 10
Votants : 14

L'an deux mil vingt-cinq le douze juin, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de BORT L'ÉTANG, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Madame Josiane HUGUET, Maire.

PRÉSENTS : MM .HUGUET - GRANOUILLET – EVE - BONNET – CHAZAL – DUCHALET - FOURNIER - FREYGANG – GIRARDOT - LICHERON.

ABSENTS REPRESENTES :

M.AMRANI, pouvoir à M.CHAZAL

Mme ANGELY, pouvoir à M.DUCHALET

Mme BERNARD, pouvoir à Mme HUGUET

M.FERNANDEZ, pouvoir à Mme GRANOUILLET

ABSENTE : Mme DAURAT

Secrétaire de séance : Mme GRANOUILLET Danielle

DELIBERATION 12062025-01 : INTERCOMMUNALITE

OBJET : RECOMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE POUR 2026 – VŒU POUR UN ACCORD LOCAL SUR LA NOUVELLE REPARTITION DES SIEGES

- VU la loi N°2002- 276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
- VU l'article L5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;
- VU la circulaire de Monsieur le Préfet du Puy de Dôme en date du 26 mars 2025 ;
- VU la délibération du conseil communautaire en date du 3 juin 2025
- CONSIDERANT qu'il est possible de fixer le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire après accord amiable ;

Madame Le Maire explique que conformément à l'article L5211-6-1 du CGCT, il convient de déterminer le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire au plus tard le 31 août de l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux par un accord « local » des 2/3 au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population de la CCEDA ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus des 2/3 de la population de la CCEDA. Cette majorité doit comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres. A défaut d'accord local, il reviendra au Préfet d'appliquer la répartition des sièges selon les modalités de droit commun.

Afin de déroger à l'option d'attribution des sièges à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne conformément à l'article L5211-6-1 du CGCT, l'EPCI peut décider après accord à la majorité qualifiée des communes membres de répartir librement le nombre de sièges et d'en augmenter celui-ci dans la limite de +25% ; à noter que la part globale de sièges attribués à chaque commune ne peut s'écarter de plus de 20% de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres.

Ainsi, pour la CCEDA, le nombre de sièges prévu par la répartition de droit commun est de 29 avec un maximum de sièges après accord local de 36.

Par conséquent, et afin de préserver l'équilibre des précédents mandat, Madame Le Maire propose de déroger à cette nouvelle répartition en augmentant de 25% le nombre de délégués élus sous la condition d'un accord local à la majorité qualifiée, ce qui porterait à un maximum de 36 sièges pour la CCEDA.

Soit la proposition ci-après :

COMMUNES MEMBRES	POPULATION Au 1 ^{er} janvier 2025	REPARTITION ACTUELLE	REPARTITION DROIT COMMUN	DEROGATION PROPOSITION AVEC ACCORD
BORT L'ETANG	724	2	1	2
BULHON	588	1	1	1
CREVANT LAVEINE	964	2	1	2
CULHAT	1 149	2	1	2
JOZE	1 171	2	1	2
LEMPY	405	1	1	1
LEZOUX	6 468	10	11	11
MOISSAT	1 256	2	2	2
ORLEAT	2 236	3	3	3
PESCHADOIRES	2 103	3	3	3
RAVEL	767	2	1	2
SAINT JEAN D'HEURS	698	2	1	2
SEYCHALLES	787	2	1	2
VINZELLES	371	1	1	1
TOTAL	19 687	35	29	36

Mme le Maire propose d'émettre le vœu d'un accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire comme proposé ci-dessus,
Après délibération, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité cette proposition.

DELIBERATION 12062025-02 : INTERCOMMUNALITE

OBJET : MODIFICATION DES STATUTS N°2025/01, TRANSFERT DE LA COMPETENCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE DORE & ALLIER

- Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 (loi NOTRe) portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 (loi « Ferrand ») relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes,
- Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (dite loi Engagement et Proximité),
- Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite loi 3DS),

- Vu la loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 relative à l'assouplissement de la gestion des compétences eau et assainissement,
- Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L.5214-16 dans sa version en vigueur au 13 avril 2025, les articles 5211-17 et 5211-17-2 relatifs aux modalités de transfert des compétences Eau et Assainissement aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI),
- Vu les statuts de la Communauté de Communes Entre Dore et Allier
- Vu la délibération du conseil communautaire du 3 juin 2025 qui acte le transfert de compétence assainissement collectif et la modification des statuts
- Considérant que les dernières dispositions législatives en matière de gestion de l'assainissement permettent à la CCEDA d'intégrer la compétence assainissement collectif dans son bloc de compétences facultatives après délibérations concordantes des communes selon les règles de droit commun, telles que définies dans les articles L. 5211-17-2 et 5211-17 du CGCT,
- Considérant que la loi du 11 avril 2025 autorise pour les communes, le transfert à la carte de la compétence Assainissement ce qui signifie qu'elle peut s'appliquer sur tout ou partie du territoire, la participation des communes au service sera définie dans le cadre de l'intérêt communautaire ;
- Considérant que l'article L5211-17-2 du CGCT créé par l'article 17 de la loi 3DS, précise que le transfert de compétence peut concerner une ou plusieurs communes qui auront la liberté de choisir ultérieurement, ce qui signifie que les communes seront libres d'intégrer (ou de ne pas intégrer) la compétence dans le cadre de l'intérêt communautaire.
- Considérant qu'un EPCI à fiscalité propre peut prendre des actes administratifs relevant d'une compétence pour laquelle celui-ci n'est pas encore habilité sous la double réserve que la prise en charge à venir de cette compétence par cet établissement revêt un caractère certain d'une part, et d'autre part, que les actes administratifs en question aient une date d'effet postérieure à la date à laquelle l'établissement sera compétent (CE 25 juillet 1975 Société des Editions des mairies) ;
- Considérant que la CCEDA exerce la compétence Assainissement Non Collectif sur treize communes de son territoire, et qu'à ce titre, la gestion de ces deux compétences permettra d'avoir une vision globale en matière d'assainissement sur le territoire ;
- Considérant la pluralité et la complexité des enjeux de cette compétence en matière d'environnement et contraintes réglementaires, de qualité de service pour les usagers, d'homogénéité des organisations et des modes de gestion, d'enjeux financiers, de mutualisation des moyens et d'économies d'échelle ;
- Considérant l'étude préalable menée en 2024 par le bureau d'études IRH et mise à jour par la CCEDA en 2025, portant sur l'état des lieux des services municipaux d'assainissement ainsi que la définition des modalités de transfert de la compétence Assainissement Collectif et au vu des actions d'envergure à porter dans les années à venir, tant en matière d'études stratégiques que d'investissements sur les ouvrages d'assainissement ;
- Considérant que la CCEDA a ouvert un poste d'ingénieur territorial spécialisé dans cette compétence en date du 1^{er} janvier 2025, avec pour objectifs d'organiser le transfert de la compétence Assainissement Collectif, structurer et gérer le futur service d'assainissement à l'échelle de l'EPCI afin de répondre aux contraintes réglementaires et aux objectifs qui lui seront fixés par la collectivité ;
- Considérant que la mairie de Lezoux a engagé des travaux conséquents dans le cadre d'un programme pluriannuel, elle intégrera le service à l'issue de la réalisation de ceux-ci
- Considérant que toute prise de compétence nécessite une modification des statuts de la communauté de communes, et qu'il a été demandé au conseil communautaire d'accepter la modification des statuts en rajoutant la compétence supplémentaire « 13 Bis : Assainissement collectif »

Mme le Maire propose que le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le transfert de la compétence « Assainissement Collectif » à la Communauté de Communes Entre Dore et Allier (CCEDA) à compter du 1^{er} janvier 2026 ;

- **ACTE** que les communes membres lesquelles disposent de trois mois à compter de la notification pour se prononcer sur les transferts proposés. À défaut de délibération dans le délai, la décision est réputée favorable ;
 - **ACTE** le fait que la CCEDA sera pleinement compétente en matière d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2026, uniquement sur les systèmes d'assainissement pour lesquels l'intérêt communautaire sera ultérieurement défini ;
 - **ACCEPTE** la modification des statuts et l'ajout de la compétence supplémentaire « 13 bis assainissement collectif »
 - **ACTE** qu'une fois la compétence prise, le conseil communautaire devra ensuite définir l'intérêt communautaire par une nouvelle délibération qui précisera les communes volontaires qui souhaitent s'inscrire dans l'exercice de cette compétence.
 - **AUTORISE** la Présidente à prendre toutes les dispositions nécessaires au transfert de cette compétence d'ici le 31 décembre 2025 ;
 - **CHARGE** Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération.
- Après délibération, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité cette proposition.

DELIBERATION 12062025-03 DECISIONS BUDGETAIRES

OBJET : ACHAT TRACTEUR

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité de remplacer le tracteur de marque MASSEY FERGUSON M40 utilisé par les agents techniques.

Après avoir consulté les devis des différents fournisseurs et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- d'acheter un tracteur de marque FENDT, pour un montant de 134 400 € TTC,
- de procéder à la vente du tracteur MASSEY FERGUSON
- d'autoriser Madame le Maire à accepter l'offre faite pour valoir acte d'engagement et à signer les différents documents nécessaire à cet achat.

DECISION 12062025-04 : SUBVENTION

OBJET : DEMANDE DE FOND DE CONCOURS A LA CCEDA POUR L'ACHAT DU TRACTEUR

Madame le Maire rappelle que la Communauté de Communes Entre Dore et Allier a décidé par délibération du 28 janvier 2025, d'attribuer un fond de concours aux communes pour des projets d'investissement qui traduisent les ambitions du projet de territoire ou favorisent les investissements communaux.

Par délibération du 4 mars 2025, la CCEDA a attribué une enveloppe de 52 400 €, pour une période de 3 ans de 2025 à 2027, pour la commune de Bort l'Etang.

Madame le Maire rappelle qu'un dossier de demande pour les travaux de rénovation des appartements 2 place de la liberté pour un montant de 18 000 € a déjà été déposé et accepté.

Madame le Maire propose de déposer un dossier pour l'achat du tracteur FENDT pour un montant de 34 400 € et d'approuver le plan de financement ci-dessous :

- achat du tracteur : 134 400 € TTC
- fonds de concours CCEDA : 34 400 €
- fonds propres de la commune : 100 000 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- accepte les propositions de Madame le Maire,
- approuve le plan de financement,
- l'autorise à solliciter le fonds de concours pour un montant de 34 400 €

DECISION 12062025-05 : SUBVENTION

OBJET : DEMANDE DE DOTATION D'UN BARNUM A TITRE GRATUIT PAR LA REGION AURA

Mme le Maire explique que la région AURA propose de doter les communes qui en font la demande, d'un barnum de 3m x 3m pour mettre à disposition des associations. Elle propose de faire une demande en ligne pour solliciter l'obtention d'un barnum.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité cette proposition et autorise Mme le Maire à déposer une demande et à signer tous les documents nécessaires.

DECISION 12062025-06 : LOCATION

OBJET : LOCATION GARAGE PARCELLE CADASTREE SECTION ZV N° 36, PLACE DE LA LIBERTE

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune a fait l'acquisition du bâti situé sur la parcelle cadastrée section ZV 36, par une convention de portage avec l'EPF-SMAF Auvergne, conformément à la délibération 01122023-04. Une convention de gardiennage a été signée le 25 juin 2024, conférant au maire le gardiennage et la gestion du bien en question. Elle précise que ce garage est actuellement vide.

Mme le Maire explique avoir reçu une demande écrite en date du 15 mai 2025, de Mmes RAZ et GRANOUILLET pour louer ce garage qui est mitoyen à leur propriété.

Elle demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le choix du locataire et de fixer le montant du loyer du garage.

Après concertation, le Conseil Municipal décide à 13 voix pour - Mme GRANOUILLET ne prend pas part au vote :

- d'octroyer la location du garage sis parcelle cadastrée section ZV n° 36 au 1^{er} juillet à Mmes RAZ et GRANOUILLET pour un montant du loyer mensuel à 100 €,
- et autorise Mme le Maire à signer le nouveau bail ainsi que tous les documents y afférant.

DECISION 12062025-07 : ALIENATION

OBJET : ALIENATION PARCELLE CADASTREE SECTION A NUMERO 1043 RUE DES VARENNES

Madame le Maire rappelle la délibération n°14 du 8 novembre 2024 selon laquelle la commune procède au rachat à l'EPF SMAF des parcelles cadastrées section A n° 1043 et section ZV n°36.

La vente est fixée au 30 juin 2025 à l'étude de Me LESTURGEON BLANCHARD, notaire à Vic le comte.

Madame le Maire explique avoir reçu le 10 juillet 2024, une demande de Mme CHAZAL Evelyne pour le rachat de la parcelle cadastrée section A n°1043 qui est mitoyenne à sa propriété, et propose de vendre cette parcelle à Mme CHAZAL Evelyne et de fixer le montant de vente de cette parcelle.

Après concertation, le Conseil Municipal à l'unanimité décide de vendre la parcelle cadastrée section A n°1043 à Mme CHAZAL Evelyne pour un montant de 3500 €, et autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à cette vente.

DECISION 12062025-08 : LOCATION

OBJET : LOCATION APPARTEMENT 3 RUE DES VARENNES

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune a fait l'acquisition du bâtiment sis sur la parcelle A 1048, comprenant l'appartement 3 rue des Varennes, par une convention de portage avec l'EPF-SMAF Auvergne, conformément à la délibération 01122023-04. Une convention de gardiennage a été signée le 25 juin 2024, conférant au maire le gardiennage et la gestion du bien en question.

Elle précise que l'appartement est aujourd'hui inoccupé depuis le départ de sa locataire et fait l'objet de travaux d'isolation, de réfection de toiture et de rénovation. Mme le Maire explique avoir reçu une demande de Mme Jennifer FONCEL pour louer cet appartement dès la fin des travaux. Elle demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le choix du locataire et de fixer les montants du loyer, de la caution et des charges. Après concertation, le Conseil Municipal décide à 13 voix pour – M.EVE ne prend pas part au vote :

- d'octroyer la location de l'appartement 3 rue des Varennes dès la fin des travaux à Mme Jennifer FONCEL,
- de fixer le montant du loyer mensuel à 375 €, et le montant de la caution à un mois de Loyer soit 375 €,
- de fixer le montant des charges à 60 € (taxe ordures ménagères et eau) avec régularisation au mois de décembre,
- et autorise Mme le Maire à signer le nouveau bail ainsi que tous les documents y afférant.

DECISION 12062025-09 : DECISIONS BUDGETAIRES

OBJET : DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET N°1

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de procéder au vote de virement de crédits suivants, sur le budget principal de l'exercice 2025

CREDITS A OUVRIR

Chapitre	Article	Opération	Service	Nature	Montant
13	1311	OPFI		Subvention d'investissement	+ 3 025.75
Total					+ 3 025.75

CREDITS A REDUIRE

Chapitre	Article	Opération	Service	Nature	Montant
23	2313	10007		Immobilisations en cours	- 3 025.75
Total					- 3 025,75

Nombre de voix pour : 14 Nombre de voix contre : 0 Abstentions : 0

DECISION 12062025-10 : PERSONNEL TITULAIRES ET STAGIAIRES DE LA FPT

OBJET : RÉGIME INDEMNITAIRE : REVISION DU RIFSEEP (RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL)

Madame le Maire explique que la délibération n°14 du 28 mars 2025 est entachée d'illégalité en vertu de la Loi de finances pour 2025, qui a modifié l'article L 822-3 du code général de la fonction publique qui prévoit que durant les trois premiers mois de congé maladie ordinaire (CMO) le fonctionnaire perçoit, après application d'une journée de carence, 90 % du traitement en lieu et place du plein traitement en vigueur au 1^{er} mars 2025.

Madame le Maire propose d'annuler la délibération n° 14 du 28 mars 2025 et de la remplacer par la présente.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87, 88 et 136.

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984.

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat.

Vu le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité.

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP).

Vu l'article L 822-3 du code général de la fonction publique qui prévoit que durant les trois premiers mois de congé maladie ordinaire (CMO) le fonctionnaire perçoit, après application d'une journée de carence, 90 % du traitement en lieu et place du plein traitement en vigueur au 1^{er} mars 2025.

Vu le décret n°2024-641 du 27 juin 2024 qui modifie les règles du régime indemnitaire durant les congés de longue maladie ou grave maladie.

Vu l'avis du Comité Technique en date du 1^{er} décembre 2017 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2017 instaurant le RIFSEEP pour les agents de la collectivité,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019 relatif à la modification du nombre de groupes de fonction et à la répartition des agents de la collectivité à l'intérieur de ces groupes,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 11 février 2025 relatif à la modification du nombre de groupes de fonction et à la répartition des agents de la collectivité à l'intérieur de ces groupes,

Considérant qu'il est opportun de réviser le nombre de groupes de fonctions et les montants maximums des composantes du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

Le Maire rappelle au Conseil Municipal les parts composantes du RIFSEEP et leurs critères d'attribution.

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle,
- Le complément indemnitaire annuel (CIA) versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent.

A- Les bénéficiaires.

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents titulaires et stagiaires de la fonction publique territoriale ainsi qu'aux contractuels de droit public exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné.

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont :

- Les rédacteurs,
- Les adjoints administratifs,
- Les agents de maîtrise,
- Les adjoints techniques

B- L'IFSE (l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise).

L'IFSE est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Les groupes de fonctions sont déterminés par catégorie, à partir de critères professionnels tenant compte :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard :
 - de la coordination d'une équipe de professionnels,
 - de l'élaboration et du suivi de dossiers stratégiques,
 - de la mission assistant prévention.
- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :
 - connaissances techniques particulières (basique, intermédiaire ou expert),
 - maîtrise de logiciels,
 - qualifications, habilitations réglementaires.
- Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel
 - exposition physique (risques d'accident, exposition aux intempéries,...),
 - relations avec partenaires externes,
 - contact avec du public,
 - devoir de réserve et de confidentialité.

Le Maire propose de fixer les groupes et les montants maximums annuels comme ci-après.

✓ **Groupes - Fonctions / Postes de la collectivité- Montants annuels maximums et minimum de l'IFSE.**

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulation suivants :

- Parcours de l'agent avant son entrée dans le poste,
- Approfondissement des savoirs et savoir-faire techniques et pratiques, intégration des acquis de formations dans sa pratique,
- Connaissance de l'environnement de travail,
- Connaissance du poste et des procédures,
- Etre force de proposition, agir dans la complexité, autonomie, polyvalence et diversité des missions,

Groupes de fonctions et montants maxima et minima annuels de l'IFSE

Pour les agents de catégorie B

Groupes de fonctions	Fonctions/postes/emplois	Montant annuel minimum	Montant annuel maximum
B1		2160 €	9600 €
B2	Rédacteur (secrétaire mairie)	1920 €	8640 €

Pour les agents de catégorie C

Groupes de fonctions	Fonctions/postes/emplois	Montant annuel minimum	Montant annuel maximum
C1	Agent de maîtrise / assistant prévention	1800 €	7200 €
C2	Adjoint technique polyvalent	1200 €	5400 €
C3	Adjoints technique	600 €	2700 €

Ce montant fait l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

Périodicité du versement de l'IFSE : L'IFSE est versée mensuellement.

✓ **Modalités de versement de l'IFSE** : Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail.

✓ **Les absences** :

Le versement de l'IFSE est maintenu pendant les périodes de :

- congés annuels ou autorisations exceptionnelles d'absences,
- congés de maternité, état pathologiques ou congés d'adoption,
- accident de travail ou maladies professionnelles.

En cas d'arrêt de travail :

- pour maladie ordinaire, l'indemnité sera maintenue à hauteur de 90 % pendant 3 mois,
- pour longue maladie ou grave maladie, l'indemnité sera maintenue à hauteur de 33 % la première année, et 60 % durant les deuxième et troisième années,
- pour longue durée, l'indemnité ne sera pas maintenue sauf la période pendant laquelle l'agent est placé en longue maladie non qualifié.

✓ **Exclusivité** : L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables.

- ✓ **Attribution** : L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

C- Le CIA (Complément Indemnitaire Annuel).

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel. Le CIA sera déterminé en fonction du temps de présence effective de l'agent, et en tenant compte des critères suivants :

- Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs,
- Les compétences professionnelles et techniques,
- Les qualités relationnelles,
- La capacité d'encadrement ou d'expertise, ou le cas échéant à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Vu la détermination des groupes relatifs au versement de l'IFSE les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

Pour les agents de la catégorie B

Groupes de fonctions	Fonctions/postes/emplois	Montant minimum CIA	Montant maximum CIA
B1			1100 €
B2	Rédacteur (secrétaire mairie)	15 €	950 €

Pour les agents de catégorie C

Groupes de fonctions	Fonctions/postes/emplois	Montant minimum CIA	Montant maximum CIA
C1	Agent de maîtrise / assistant prévention	10 €	800 €
C2	Adjoint technique polyvalent	10 €	600 €
C3	Adjoints techniques	10 €	300 €

- ✓ **Périodicité du versement du CIA**: Le CIA est versé annuellement.
- ✓ **Exclusivité**: Le CIA est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.
- ✓ **Attribution**: L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

D- Date d'effet

: La présente délibération prendra effet rétroactif au 1^{er} mars 2025. Le montant individuel de l'IFSE et du CIA sera décidé par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'annuler la délibération n°14 du 28 mars 2025 et :

- de modifier le nombre et la composition des groupes de fonction dans les conditions indiquées ci-dessus
- de modifier les montants maximums de l'IFSE et du CIA de chaque groupe dans les conditions indiquées ci-dessus
- que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence
- que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget

DECISION 12062025-11 : MARCHE PUBLIC**OBJET : AVENANT N°1 TRAVAUX RENOVATION SALLE POLYVALENTE, MAITRISE D'OEUVRE**

Madame le Maire rappelle au Conseil la délibération n° 2 du 9 juin 2023 pour le choix du maître d'œuvre pour assurer la conception et la direction des travaux de rénovation et d'agrandissement de la salle polyvalente. L'offre du cabinet d'architecte Yvan TRAIT a été retenue pour un montant de 33 000 € HT, soit 39 600 € TTC.

Madame le Maire explique qu'il est nécessaire d'ajuster le montant des honoraires de M. TRAIT au regard de la prestation réellement dispensée. En conséquence, Madame le Maire propose un avenant en moins-value de 2 280,50 € HT, et précise que l'architecte Yvan TRAIT l'accepte.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de conclure un avenant en moins-value avec le cabinet d'architecte Yvan TRAIT, jusqu'à concurrence d'un montant total de dépenses de 2 280,50 € HT, et de donner pouvoir à Madame le Maire pour signer l'ensemble des pièces de l'avenant et tous les documents y afférant.

DECISION 12062025-12 : SUBVENTION**ANNULE ET REMPLACE DELIBERATION N°24012025-06****OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA PREFECTURE POUR LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR)**

Madame le Maire présente au Conseil Municipal le dossier relatif à la rénovation du bâtiment communal situé au 2, place de la Liberté sur la parcelle A 1048.

L'estimation prévisionnelle des travaux s'élève à 32 476,56 € HT soit 36 983,01€ TTC.

Madame le Maire indique qu'il est possible de solliciter, dans le cadre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), une subvention au taux maximum de 30 % du montant hors taxe de la dépense.

Ainsi, elle propose au Conseil Municipal :

- d'approuver l'estimation prévisionnelle des travaux et d'adopter le plan de financement envisagé ci-dessous,
- plan de financement:

Coût total HT: 32 476,56 euros

TVA 10,00 et 20,00% : 4 506,45 euros

Coût TTC : 36 983,01 euros

Subvention DETR : 30% du HT 9 743,00 euros

Fonds propres : 22 733,56 euros

- de déposer un dossier de demande de subvention dans le cadre Dotation d'Équipements des Territoires Ruraux, au taux de 30% du montant hors taxe de la dépense.
- de passer les marchés sans publicité ni mise en concurrence,
- de prévoir les crédits nécessaires à cette opération au Budget Primitif 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- accepte les propositions de Madame le Maire,
- approuve l'estimation prévisionnelle des travaux et le plan de financement envisagé,
- l'autorise à solliciter les subventions et financements envisagés,
- l'autorise à signer les marchés à intervenir sans publicité ni mise en concurrence

N°	Nomenclature		Objet de la délibération	N° page
	N°	Thème		
1	5.7	Intercommunalité	Recomposition du conseil communautaire pour 2026 – vœu pour un accord local sur la nouvelle répartition des sièges	20-21
2	5.7	Intercommunalité	Modification des statuts n°2025/01, transfert de la compétence assainissement collectif a la communauté de communes entre dore & allier	21 à 23
3	7.1	Décisions budgétaires	Achat tracteur	23
4	7.5	Subventions	Demande de fond de concours à la CCEDA pour l'achat du tracteur	23
5	7.5	Subventions	Demande de dotation d'un barnum auprès de la région AURA	23-24
6	3.3	Locations	Location garage parcelle cadastrée ZV n° 36 le Bourg	24
7	3.2	Aliénations	Aliénation parcelle cadastrée section A numéro 143 le Bourg	24
8	3.3	Locations	Location appartement 3 rue des Varennes	24-25
9	7.1	Décisions budgétaires	Décision modificative du budget n°1	25
10	4.1	Personnel titulaires et stagiaires de la FPT	Régime indemnitaire : révision du RISEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel)	25 à 28
11	1.1	Marchés publics	Avenant n°1 travaux rénovation salle polyvalente, maîtrise d'œuvre	29
12	7.5	Subvention	Demande de subvention auprès de la préfecture pour la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	29

EMARGEMENTS

Josiane HUGUET		Marion BERNARD Procuration à J. HUGUET	
Norbert AMRANI Procuration à G. CHAZAL		Barbara LICHERON	
Danielle GRANOUILLET		David DUCHALET	
Dominique EVE		Fabienne FREYGANG	
Frédéric FOURNIER		Emmanuelle ANGELY Procuration à D. DUCHALET	
Guillaume CHAZAL		Blandine DAURAT	ABSENTE
Gilles FERNANDEZ Procuration à D. GRANOUILLET		Frank GIRARDOT	
Thierry BONNET			